

INTERNET : CHANCE OU MENACE POUR LA DÉMOCRATIE ?

Par Jean-Luc Manise

Expert en médias et réseaux sociaux, journaliste et Directeur des secteurs Culture et Éducation Permanente au CESEP.

De l'élection de Barack Obama aux révélations de Wikileaks qui secouent toutes les chancelleries de la planète en passant par la dématérialisation des rapports entre le citoyen et l'État, Internet est-il une chance ou une menace pour la démocratie ? Une chose est sûre : il en change la face.

On connaît bien Mark Zuckerberg, le golden boy de Facebook. On connaît moins bien Chris Huges. Huges est un des cofondateurs de Facebook. Après en avoir quitté la direction début 2007, il a rejoint l'équipe de campagne de Barack Obama en tant que responsable de la stratégie Web du candidat à la présidentielle. Avec des résultats sonnants et réverbérants : plus d'un million d'amis sur le site My.BarackObama.com (MyBo pour les branchés), 5 millions de supporters sur les autres réseaux sociaux, et quelque deux millions de dollars récoltés en ligne. Barack Obama a une conviction (et vraisemblablement depuis « l'affaire » Wikileaks bien des interrogations) à propos d'Internet : « *Il n'y a pas d'outil plus puissant que le Net pour avoir une communauté solide ancrée sur les mêmes idées* ». Chris Huges

l'a matérialisée en surfant sur les immenses possibilités collaboratives des réseaux sociaux : « *Tous les sites permettent aux électeurs d'approcher leur candidat. Notre stratégie est de faire se rencontrer les électeurs entre eux.* »

SOCIALISER ET IMPLIQUER

Pour ce faire, il a mis en place un réseau social propre à Obama. En parallèle, il a tissé des relations avec tous les réseaux sociaux qui « comptent », comme Facebook ou Myspace, tout en adaptant ses messages aux différentes communautés culturelles actives sur des réseaux sociaux de niche comme Black Planet, Asian Ave ou MyBatanga. Socialiser, responsabiliser, impliquer. L'idée, toute simple, a été de proposer à l'électeur potentiel, à « l'ami de

Barack Obama » de devenir son ambassadeur. Sur le net bien sûr, mais aussi dans la vie réelle. À travers MyBo, des militants se rencontrent et convainquent d'autres personnes, organisent des événements, décident d'actions et lèvent des fonds. La désormais célèbre « FundRaising Page » (page de levée de fonds) est un trésor de simplicité et de convivialité. En quelques secondes, l'internaute peut créer une page personnalisée et définir des objectifs de récolte de fonds pour le candidat. Il n'a plus qu'à y inviter ses amis, et le tour est joué. Ils peuvent agir en tant que militants via un « centre d'appels en ligne ». Un espace sur MyBo où, en fonction du code postal entré, l'internaute a accès à une liste de numéros de personnes qu'il peut appeler pour les rallier à la cause d'Obama. Au total, une équipe dédiée de 20 personnes a géré la présence en ligne du candidat, avec une stratégie très fouillée qui s'est notamment traduite par la création du site *www.fightthesmears.com* (littéralement : « combattre la calomnie »), où chaque rumeur détectée était démentie, preuve à l'appui. Sa source était citée et, une fois les personnes ou organisations à sa base identifiées, confirmée et détaillée.

CITOYENS ACTEURS

La stratégie Web de l'équipe d'Obama a sans nul doute pesé dans son élection. Mais n'a en rien influencé son programme. Celui-ci était déjà bouclé. Les réseaux sociaux ont été utilisés comme bras armé pour récolter électeurs et finances. Pas pour alimenter le plan de gouvernement du futur Président des États-Unis. Cela n'a pas été le choix, 3 ans auparavant, de la candidate à la présidentielle française. En décembre 2005, avec Désirs d'Avenir, Ségolène Royal a adopté une autre approche, voulant privilégier la démocratie participative et se tenir à l'écart du Parti Socialiste. Désirs d'avenir n'est pas qu'un site Internet. Il réunit un maximum de comités locaux qui

coordonnent la communication et les actions autour de l'action de la candidate. Mais le site officiel de la candidate est (et sera à nouveau sans nul doute pour les élections de 2012) au cœur de sa stratégie. Il intègre des espaces collaboratifs où les internautes peuvent débattre sur des thèmes de campagne, avec comme objectif avoué de partir de ces débats pour bâtir le programme présidentiel -en combinaison bien sûr avec ses arbitrages personnels et les orientations du PS. Contrairement à Barack Obama, le réseau social de Ségolène Royal avait pour objectif d'ouvrir, d'élargir, de nourrir le débat politique via un nouveau média. Qui apparaît quelquefois comme un contre-pouvoir aux médias traditionnels.

L'AFFAIRE ÉTIENNE CHOUARD

Retour un an en arrière, toujours en France. C'est le 14 juillet 2004 que Jacques Chirac annonce que le Traité européen (Traité établissant une Constitution pour l'Europe) sera ratifié par voie référendaire. Alors qu'une très grande majorité des partis politiques et des médias se lancent dans la campagne pour le Oui, Étienne Chouard, professeur de droit, d'économie et d'informatique dans un lycée à Marseille envoie un courrier électronique à ses proches et à une liste de diffusion de 3000 enseignants. Il contient 5 arguments qui vont l'empêcher de se prononcer pour le Oui. Vincent Lemaire, auteur de *Militants 2.0* : « *Très rapidement, ce citoyen recueille les premiers retours qui lui permettront de corriger quelques coquilles dans son argumentation. Ce modèle participatif qui s'est imposé de lui-même entraîne la publication d'une version corrigée. Petit à petit, son e-mail anodin se transforme en chaîne que l'on ne peut plus arrêter : plusieurs personnes décident de le transférer à leur liste de contacts, qui en font de même, etc. Au final, c'est la déferlante pour ce « Monsieur tout le monde » : il reçoit plusieurs centaines de mails par jour. Son texte est soumis à la lecture devant*

l'assemblée du Parti Communiste, LCI vient tourner chez lui et Daniel Schneidermann, l'animateur à l'époque de l'émission « Arrêt sur images » publie un long article son blogue personnel. » Personne ne pourra dire si le mail de Chouard a rendu le Non victorieux. Mais, incontestablement, Internet a renforcé son image d'outil de libre expression individuelle, face aux médias traditionnels. Un espace d'opposition ou, à tout le moins, d'expression pour une meilleure participation de tout un chacun au débat démocratique.

CONSULTATIF OU PARTICIPATIF ?

Celui-ci peut être abordé sous trois angles.

Il y a tout d'abord les démarches qui visent à faciliter les contacts entre le citoyen, l'État et son administration. Ce « gouvernement électronique » est mis en place chez nous dans le cadre du Plan de simplification administrative de la Région wallonne 2010-2014 (la dernière mesure mise en ligne par le Commissariat Easi-Wal est la simplification et dématérialisation de la demande de prime à l'embellissement des façades). Ce sont aussi les initiatives de réduction de la fracture numérique PMTIC (Plan Mobilisateur d'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication) et EPN (Espaces Publics Numériques).

Il y a ensuite une utilisation du Web visant à consulter plus facilement le citoyen, afin de dégager la volonté commune par la somme des opinions individuelles. C'est le vote électronique, dont la généralisation n'irait pas sans danger, comme le rappelait déjà en 2001 Luc Wilkin, à l'époque Directeur du Centre d'études et de formation en informatique de l'ULB : « *Si les votes électroniques venaient à entrer dans les mœurs, on risquerait bien d'aboutir à ce que les Suisses appellent des votations. C'est-à-dire de réaliser des votes chaque semaine, chaque mois, sur n'importe quelle question qui pourrait se poser. On risquerait alors de*

tomber dans une forme de démocratie qui serait purement plébiscitaire : ni représentative, ni délibérative.»

En troisième lieu, il y a ce qu'on pourrait appeler le modèle participatif où Internet est vu comme le moyen de renforcer la démocratie et la participation des citoyens. En l'informant mieux. En l'incluant dans le débat. C'est le sens en France de la plateforme « Simplifions la loi 2.0 » qui encourage les débats *a priori*, autour des sujets de loi en discussion à l'Assemblée.

ESPACE DE NON-DROIT

Mais Internet peut être aussi un ennemi de la démocratie. Un espace de non-droit où des sites négationnistes côtoient forums racistes et boutiques en ligne de faux médicaments ou de trafic d'armes. À chacune des vertus démocratiques d'Internet, explique Dominique Cardon, correspond un écueil. Il constitue un espace d'égalité où, sans statut particulier, chacun peut s'exprimer librement. Mais il exclut *de facto* les silencieux et les immobiles. Il libère les subjectivités et favorise la créativité, mais est un redoutable outil de « dépolitisation narcissique ». Il permet de créer mille et une relations tout en devenant un piège redoutable pour des vies privées qui s'exposent au travers des réseaux sociaux. Ce faisant, il est devenu l'outil idéal de contrôle des opinions. Il privilégie les coopérations spontanées tout en favorisant en même temps la fragilité des engagements. Il est aussi la cible des agents de marchandisation de l'information, de la culture et du savoir, notamment au profit des intérêts commerciaux des moteurs de recherche, et plus largement au profit du modèle économique dominant, celui du capitalisme. Il est enfin le principal terrain de la lutte pour le contrôle de l'information.

L'IMPORTANCE DU POLITIQUE

D'où l'importance de l'intervention du politique qui doit lutter contre la

cybercriminalité. D'où aussi l'importance de son action pour la mise en place de régulations et de réglementations qui fassent en sorte que les droits et les libertés - et la démocratie - soient respectés dans l'espace Internet. D'où enfin l'importance de l'éducation à l'outil et aux mécanismes de traitement de l'information : possibilités gigantesques de diffusion, instantanéité, filtrage, classification et hiérarchisation. Tout comme les autres médias, Internet peut être tout à la fois une chance et une menace pour la démocratie. À la différence près qu'on se trouve ici face à un hypermédia...

SOURCES & INFOS UTILES

- Réseau social de Barack Obama - My.BarackObama.com
- Réseau social de Ségolène Royal - www.desirdsavenir.org
- Site Wikileaks - <http://wikileaks.org/> (l'adresse de ce site est fluctuante en raison du conflit qui oppose ce site au Gouvernement américain)
- *Militants 2.0. Coopol et Créateurs de Possibles, Les partis traditionnels à l'assaut du web participatif.* Vincent Lemaire, Université de Paris-Est Marne-La-Vallée, CFA Descartes. Juin 2010
- *Démocratie et citoyenneté à l'ère numérique : les nécessités d'un enseignement.* Jean-Pierre Archambault, Chargé de mission veille technologique CNDP-CRDP de Paris – Juin 2005
- Luc Wilkin : http://www.soco-ulb.be/fr/membres_wilkin-luc.html
- La république des Idées, « *Réinventer la démocratie* », Cahier du Monde, Avril 2009
- Internet est-il soluble dans la démocratie ? , Vertus démocratiques de l'Internet. Dominique Cardon – www.laviedesidees.fr
- Commissariat EASI-WAL - <http://easi.wallonie.be/>
- «La Citoyenneté est-elle soluble dans l'Internet ? », Colloque du 17 mars 2001 à l'initiative de la Direction Générale de la Culture de la Communauté française